

Honduras : asphyxier le putsch !

jeudi 23 juillet 2009, par [DUARTE Ana Maria](#) (Date de rédaction antérieure : 22 juillet 2009).

La révolte contre le putsch grandit au Honduras, renforcée par une solidarité internationale des travailleurs et malgré le soutien de nombre de gouvernements à la junte.

Dès le lendemain du putsch, l'appel à un retour à la normale a été le leitmotiv : « Laissons la politique aux hommes politiques et que les enfants et les maîtres reviennent à l'école, les ouvriers à leurs usines... », corne la junte à la radio. Le Front national de résistance contre le putsch a entendu le message : 60000 enseignants sont en grève illimitée et nombre d'écoles fermées. Le Front, bien coordonné dans tout le pays, défie pacifiquement une intense militarisation, avec l'objectif de paralyser le pays par la grève générale et des barrages routiers. La route panaméricaine et les axes stratégiques conduisant à la capitale et aux zones économiques-clés - comme le port atlantique de Puerto Cortés - ont été assiégés par le mouvement populaire. Les blocages ont réuni enseignants, étudiants, militants sociaux et paysans, rejoints par toute une population non organisée, de plus en plus dense. Les rares contre-manifestations et les forces de répression ont dû se replier, face au nombre et à la détermination des manifestants. Des postes frontières au Nicaragua, au Guatemala et au Salvador ont été investis, en solidarité, par des milliers de travailleurs de ces pays. Aux Etats-Unis, les dockers du port de Boston ont refusé de décharger des fruits en provenance du Honduras et les dockers Hollandais s'apprêtent à suivre. Le Front appelle à intensifier cette solidarité internationale. La lutte pour achever le putsch, par K.O. économique, a commencé.

La répression s'ancre : les arrestations se multiplient et deux militants du parti de gauche Unification démocratique (UD) ont été assassinés. La junte putschiste tente de déstabiliser les municipalités qui résistent aux côtés des populations. Elle mène une guerre psychologique dure pour empêcher que le peuple descende dans la rue, relayée par les médias, la hiérarchie catholique et les pasteurs évangélistes. Une stratégie manifestement tenue en échec.

Sous l'impulsion des Etats-Unis, la Communauté internationale, Union européenne comprise, privilégie des négociations avec la junte, l'installant de facto. Les gouvernements des pays adhérents à l'Alternative bolivarienne pour les Amériques appellent, au contraire, à des sanctions économiques concrètes et drastiques.

Le Front dénonce le caractère dilatoire des pourparlers au Costa Rica, leur illégitimité et leur contenu. Le président Arias y prône un gouvernement d'union nationale mené par le président destitué, Manuel Zelaya, des élections anticipées, « *une réconciliation nationale, avec amnistie pour tous* », et l'enterrement de la Constituante. Une perspective admise par la délégation du gouvernement Zelaya, selon sa porte-parole, mais que la junte refuse. Zelaya est en route pour le Honduras pour installer un gouvernement alternatif et prendre la tête de la résistance. Il prétend qu'il reprendra la consultation populaire, s'il est rétabli. Toutefois, le Front le met en garde contre toute tentative de retour en arrière.